

Le Monde, 27 avril 2026

[https://www.lemonde.fr/politique/article/2026/04/27/le-rapport-alloncle-sur-l-audiovisuel-public-soumis-au-vote-crucial-de-deputes\\_6683622\\_823449.html](https://www.lemonde.fr/politique/article/2026/04/27/le-rapport-alloncle-sur-l-audiovisuel-public-soumis-au-vote-crucial-de-deputes_6683622_823449.html)

## **Le « rapport Alloncle » sur l’audiovisuel public adopté par les députés**

**Un vote favorable à la majorité des 30 membres de la commission d’enquête sur « la neutralité et le financement » de l’audiovisuel public était une condition nécessaire pour que le rapport soit rendu public une semaine plus tard.**

Après des mois de travaux sous tension, les députés ont adopté, lundi 27 avril, à 12 pour et 10 contre, la publication du rapport sur l’audiovisuel public rédigé par leur collègue de l’Union des droites pour la République (UDR), Charles Alloncle. Le président de la commission d’enquête et député Horizons [Jérémy Patrier-Leitus](#) a voté pour, selon les informations du *Monde*.

Ainsi ce document de près de 400 pages pourra être rendu public dans une semaine. « *Il a fallu un certain nombre de compromis* » pour « *arriver à un vote favorable* » et « *ça n’a pas été chose aisée* », a réagi Charles Alloncle sur BFM-TV. « *Ça s’est joué à très peu de choses.* »

La gauche ne reste pas l’arme au pied. « *Nous engagerons la bataille ligne après ligne pour montrer l’incohérence des propos* », a lancé l’« insoumis » Aurélien Saintoul devant la

presse. Et la socialiste Ayda Hadizadeh de renchérir : « *L'Assemblée nationale doit être crédible.* »

« *Il y a un manque de courage du bloc central. Ils donnent le point au Rassemblement national [RN]* », a déploré l'écologiste Jérémie Jordanoff, regrettant que « *la commission d'enquête [soit] instrumentalisée pour détruire l'audiovisuel public* ».

Mais aux yeux de François-Xavier Ceccoli (Les Républicains), qui s'est prononcé pour, « *les Français attendaient ce rapport* ». Ce vote « *ne veut pas dire que le document est partagé dans son intégralité* ».

Les élus RN ont également approuvé le document. « *En démocratie, le peuple français a le droit d'être informé avec transparence sur l'usage qui est fait de son argent* », a relevé sur le réseau social X le président du parti, Jordan Bardella, se félicitant d'une « *victoire pour les contribuables* ».

Pour Marc Fesneau, président du groupe MoDem dont les élus se sont abstenus, « *ce rapport est mauvais, à charge et sans aucune analyse objective* », et « *en lui permettant d'être publié, nous entendons le combattre* ».

Près de 80 propositions en faveur d'une sévère cure d'austérité

Au bout d'une heure en début d'après-midi, les parlementaires s'étaient déjà accordés pour laisser en ligne sur le site de l'Assemblée nationale les vidéos des auditions de la commission, quel que soit le scrutin final sur le rapport litigieux.

Un vote favorable à la majorité des 30 membres de la commission d'enquête sur « *la neutralité et le financement* » de l'audiovisuel public était une condition nécessaire pour que le rapport soit rendu public une semaine plus tard. Un vote négatif est rarissime, mais les tensions qui ont ponctué les travaux et les premières réactions des parlementaires aux conclusions écrites de Charles Alloncle, qu'ils ont

pu consulter à huis clos jeudi et vendredi, rendent tout pronostic hasardeux.

Le député a averti lundi matin sur [RMC](#) : « *Je ne me soumettrai pas à ce chantage qui consiste à supprimer des pans entiers* » du rapport. Cependant, « *quelque chose me dit qu'à la fin on arrivera à trouver un terrain d'entente* ». Les députés, qui se réunissent à 14 h 30 à huis clos, étaient tenus au secret sur le fond du rapport. Mais de nombreux éléments ont fuité.

Selon des sources proches de la commission, le document de plus de 300 pages contient près de 80 propositions, parmi lesquelles figurent des mesures chocs qui soumettraient France Télévisions à une sévère cure d'austérité si elles étaient appliquées.

Charles Alloncle préconise, par exemple, de supprimer les chaînes France 4 et France TV Slash, qui se consacrent aux publics jeunes, pour « *redéployer les moyens* » vers une nouvelle offre diffusée sur France.tv et les réseaux sociaux.

France 2 et France 5 seraient fusionnées au profit d'une « *grande chaîne généraliste* », tandis que Franceinfo et France 24 seraient aussi refondues dans une seule entité. En ce qui concerne la radio, Charles Alloncle suggère de supprimer le Mouv', l'antenne de Radio France spécialisée dans le hip-hop. Selon ses propositions, le milliard d'euros d'économies générées serait affecté à « *l'entretien du patrimoine* » de l'Etat et au désendettement du pays.

Parmi les autres mesures, M. Alloncle propose de soumettre les figures de la télévision et de la radio publiques à une stricte neutralité, et de revenir à la nomination des dirigeants de France Télévisions et Radio France par l'Elysée. Un « *retour à l'ORTF* », critique un député du bloc central.

### **Soupçons de collusion avec Vincent Bolloré**

Au-delà des propositions, les députés interrogés par l'Agence France-Presse (AFP) hésitent à donner leur aval à la publication du rapport en raison du « *ton* » employé, selon eux, par Charles Alloncle. « *J'ai*

*toujours été plutôt favorable à la publication pour ne pas nourrir l'idée que des choses sont cachées. Mais je ne peux pas laisser passer ce qui, dans le rapport, est faux* », explique la députée macroniste Céline Calvez.

« *Des attaques ad hominem proches de la diffamation, des insinuations et des mensonges* », renchérit la députée PS Ayda Hadizadeh. Elle souhaite la publication des préconisations mais pas du rapport dans son intégralité. Samedi, le président de la commission, le député Jérémie Patrier-Leitus (Horizons), a appelé ses membres « *à la plus grande retenue* », évoquant un « *devoir de réserve* » avant le vote.

« *Enterrer ce rapport serait une faute démocratique* », a mis en garde M. Alloncle au cours de la semaine dernière dans un entretien au magazine *JDNews*, l'un des médias du milliardaire conservateur Vincent Bolloré, lesquels ont pris pour cible l'audiovisuel public depuis ces derniers mois en pointant son coût et un supposé manque de neutralité.

Selon les informations du *Monde*, la direction des affaires institutionnelles du groupe d'Arnaud Lagardère, contrôlé par Vincent Bolloré, a envoyé des listes de questions à des députés, avant leurs échanges avec des auditionnés. Dans leur formulation, elles s'inscrivent dans la même hostilité envers l'audiovisuel public que la plupart des 67 auditions qui se sont tenues. Le lobbying, « *c'est vieux comme l'Assemblée* », a réagi M. Alloncle lundi.

Radio France, cible de certaines des questions suggérées par Lagardère News, a appelé à « *faire toute la lumière sur des collusions éventuellement à l'œuvre avec des acteurs directement intéressés à la déstabilisation de l'un de leur concurrent* ».

